

## FAISONS CONVERGER NOS COLERES ET NOS LUTTES

**BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 21 / 12 / 2017**

La Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) a publié le 15 décembre les déclarations de patrimoine de membres du gouvernement. On y compte douze millionnaires !

### Exploiteurs et profiteurs solidaires entre eux ...

En haut du palmarès, la ministre du Travail Muriel Pénicaud, avec 7,5 millions d'euros de biens, suivie de près par Nicolas Hulot (7,2 millions). En 2013, elle avait réalisé une plus-value financière de plus d'un million d'euros en achetant et revendant des actions Danone, dont elle était directrice des ressources humaines. Les actions avaient grimpé en flèche suite au licenciement de 900 employés. Bien sûr, on ne s'attendait pas à trouver des prolos au SMIC. Qu'ils soient de vieux politiciens ou issus de la prétendue « société civile » de Macron (c'est-à-dire des chefs d'entreprises, des hommes ou des femmes d'affaires, des riches et des puissants), les membres du gouvernement et les élu.e.s qui les soutiennent font bien partie d'une même classe sociale, celle des exploiters et des profiteurs. À l'image de cette députée LREM, ancienne patronne qui gagnait 8000 euros par mois et se plaint de ne plus en gagner « que » 5000, car elle doit maintenant aller « moins souvent au restaurant » et manger « pas mal de pâtes » !

Une classe qui n'hésite pas à faire preuve de solidarité lorsque l'un de ses membres est menacé. Ainsi, pendant l'entre-deux tours de la présidentielle, le ministre PS de la Justice Jean-Jacques Urvoas avait transmis au député LR (puis LREM) Thierry Solère des informations confidentielles concernant l'enquête le visant pour fraude fiscale, blanchiment et trafic d'influence.

### ... avec un cynisme insupportable

Ce que nous donne à voir ce gouvernement est insupportable. Bien plus encore que la vision d'un Macron fêtant son anniversaire au château de Chambord ! Insupportable de le voir couper cinq euros dans les aides pour le logement (APL) alors qu'il supprime l'impôt de solidarité sur les grandes fortunes (ISF). Insupportable de le voir dépecer le

code du travail, faciliter les licenciements et supprimer des milliers d'emplois avec les contrats aidés, alors qu'il offre toujours plus de cadeaux fiscaux aux grandes entreprises.

Prochaine mesure qui entrera en vigueur en 2018 : le rétablissement du jour de carence dans la fonction publique. Un jour sans être payé ni par son employeur ni par la Sécu si l'on est malade. Et le Sénat envisage même de le faire passer à trois jours, sous prétexte de s'aligner sur le privé.

Pourquoi n'alignerait-on pas plutôt le privé sur le public en supprimant le jour de carence ? Doit-on être puni parce qu'on est malade ?

Si l'on veut renflouer les comptes de la Sécu, qu'on interdise les licenciements, qu'on embauche dans les services publics et qu'on arrête d'exonérer les patrons de cotisations !

### Allons-y tous ensemble, une bonne fois pour toutes !

Mais si insupportable soit-il, ce gouvernement des riches pour les riches nous rappelle un vieil adage :

on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même. Alors à nous de compter sur nos propres forces, sur nos luttes, nos grèves, nos manifestations pour reprendre aux nantis les richesses que nous créons. La victoire des salarié-e-s d'ONET (sous-traitant de la SNCF) après 45 jours de grève montre une nouvelle fois que seule la lutte paie. D'autres salariés sont en grève un peu partout dans le pays (à la Poste par exemple, dans l'Essonne

depuis plus de 50 jours, dans l'hôtellerie, chez Holiday Inn dans le 92 depuis 60 jours) car les conditions de vie et de travail pour beaucoup d'entre nous sont devenues tellement difficiles qu'il faut se battre pied-à-pied pour ne pas tomber dans l'esclavage. Plus que jamais, la nécessité de faire converger nos luttes, nos colères, nos grèves, nos mobilisations pour y aller tous et toutes ensemble une bonne fois pour toutes se fait jour.



**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA**  
**www.npa-auto-critique.org**  
Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.  
**Et aussi sur Facebook**



## **ONET : VICTOIRE D'UNE GRÈVE EXEMPLAIRE**

Après 45 jours de grève, les agents de nettoyage de 75 gares de la région parisienne ont gagné sur leurs revendications : suppression de la clause de mobilité, rattachement à la convention manutention ferroviaire (meilleure que celle du nettoyage), panier repas à 4 € (au lieu de 1,90 €), prime d'1/2 mois de salaire, passage en CDI d'un travailleur sans papier (régularisé depuis) et annulation des sanctions contre les grévistes. Renault comme SNCF usent et abusent de l'intérim et de la sous-traitance, jusqu'au jour où ça finit par péter.

## **C'EST NOEL : CARLOS GHOSN S'OFFRE UN JOURNAL**

Alors que les constructeurs automobiles se défont d'un nombre croissant d'activités à coup de filialisations, sous-traitances et externalisations, Renault vient d'acheter 40 % du média économique Challenges. Son patron, Claude Perdiel, éprouverait paraît-il une passion soudaine pour les futures voitures autonomes sans conducteur. Et Carlos Ghosn chercherait comment faire passer le temps à leurs occupants. Claude Perdiel a financé ses aventures dans la presse par ses revenus juteux, tirés de l'invention du sanibroyeur pour WC. Pas exactement de l'innovation automobile. Les gros PDG veulent tous posséder des journaux comme relais d'influence pour leurs affaires et leur propre promotion. Dassault possède le Figaro, le patron de Free Le Monde, celui de SFR Libération et l'Express etc... Pas étonnant que Ghosn dépense 5 millions d'euros pour disposer aussi d'un journal à sa botte ... avec les bénéfices réalisés à partir de notre travail.

## **RÉPRESSION AU MINISTÈRE DU TRAVAIL : ÇA SUFFIT!**

Une inspectrice du travail, suspendue de ses fonctions depuis un mois, passait en conseil de discipline le 14 décembre. Menacée de révocation pour avoir dénoncé dans la presse le management et les suppressions de postes prévues pour 2018 au ministère du travail, elle a été sanctionnée d'une mise à pied de 15 jours avec sursis. Car désormais, avec la ministre Pénicaud, il est interdit à une inspectrice du travail d'exprimer une critique des dégâts provoqués par les contre-réformes du droit du travail, de témoigner sur ses conditions de travail. Le gouvernement veut liquider l'inspection du travail, encombrante pour un patronat qui a les mains de plus en plus libres grâce aux ordonnances. A quoi peut bien servir un service public de contrôle du droit du travail que le gouvernement vient de confier directement aux patrons ?

## **NOTRE DAME DES LANDES : NON AUX EXPULSIONS !**

Pour la première fois un rapport prend en compte la plupart des éléments répétés depuis des années par les opposant-e-s à l'aéroport de Notre-Dame-des Landes : « l'utilité publique du projet » y est remise en cause et la consultation de juin 2016 est qualifiée de « défailante ». Mais la décision que prendra Macron dans les prochains jours ne sera pas tant technique que politique. L'abandon du projet ne solderait pas le conflit qui nous oppose à ce gouvernement des riches qui, au nom du productivisme, sacrifie partout notre environnement et les emplois locaux aux profits des multinationales. D'autant que G. Collomb, ministre de l'intérieur, prétend vouloir expulser les habitants, au nom de « la restauration de l'État de droit » ... « en évitant qu'il y ait des morts ». Le combat contre les expulsions, pour le retour des exproprié-e-s et la défense de projets écologiques socialement utiles est toujours d'actualité.

## **«ONE PLANET»: GREEN BUSINESS, GOOD BUSINESS ?**

Le 12 décembre, à l'île Seguin, haut lieu de Renault et des luttes ouvrières jusqu'en 1992, Macron a accueilli une soixantaine de chefs d'Etat ou de gouvernement. Sous la houlette du Medef, 91 entreprises françaises dont Renault, signataires du « French Business Climate Pledge », se sont engagées à baisser leur « empreinte carbone ». Mais tout n'est qu'affichage car « l'initiative volontaire, c'est toujours mieux que la législation » (Bloomberg, au nom du G20). Contrainte mini. Opacité maxi. Degré zéro de la démocratie. Certes, le chaos écologique de la planète n'est pas une affaire simple. Ni pour les peuples, ni même pour les groupes capitalistes. Dans l'immédiat, ils poursuivent leurs affaires. Plus de 250 milliards € ont été investis dans le secteur du charbon depuis la COP 21. Et ça crache le CO2 comme jamais ! La planète n'en peut plus, les peuples non plus.

## **DIESELGATE : PAYER POUR NOS DIRIGEANTS ? NON !**

Nicolas Hulot vole au soutien de Carlos Ghosn pour la voiture électrique : « les énergies fossiles ne sont plus la solution, elles sont devenues le problème » et « quand on se fixe un objectif, un gouvernement ne peut revenir sur ses engagements ». Incroyable aplomb de celui qui vient de renier l'engagement de réduction du nucléaire ! Renault se désengage du diesel : 3 bases moteur en 2017, une seule en 2023. De quoi inquiéter les secteurs concernés. Car le seul « moteur » du capitalisme, c'est produire pour les profits, pas pour les besoins. Et encore moins pour préserver les emplois et reconverter les salarié(e)s qui enrichissent les actionnaires.

## **LA CUP EST PLEINE !**

Pour cause de Ryder Cup au golf national de Guyancourt, la direction décrète le 28 septembre 2018 jour RTT imposé. Cet « évènement sportif » est un prétexte parmi d'autres pour bien signifier que la DRH dispose de nos RTT. Car vu le prix des billets (313 € à 871 €), qui ira au golf ou dans le carré VIP (1640 € et 1733 €) ? Alors, que le CODIR y soit « invité » ou pas, Renault a les moyens de nous payer cette journée.

## **RENAULT, RATP ... AVEC R ... COMME « RAS-LE-BOL »**

A Renault (mais pas que), sévit la dictature des « indicateurs de performances ». Par manque de moyens, avec des processus et applications métier pas toujours opérationnels - mais qui ne tolèrent aucune erreur - les objectifs sont de plus en plus hors d'atteinte. Le « bon stress » et la QVT vantés par les managers sont plutôt synonymes de burn-out et de RPS. Le 12 décembre, contre le manque d'effectifs et les méthodes de management à la RATP, les RER A et B ont été paralysés par une grève suivie à 95% (la plus grosse depuis 1995). Et le 20 décembre, c'était à la SNCF, avec le RER C ...

### **SI VOUS APPRÉCIEZ CE BULLETIN, AIDEZ LE NPA !**

Les dons (anonymes) ouvrent droit à réduction d'impôt (66%)

**Chèque : à l'ordre de «NPA souscription» à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil**

**Paiement en ligne : [www.npa2009.org/souscription](http://www.npa2009.org/souscription)**

Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir  
93100 Montreuil – Agrément de la CNCCFP 06/04/2009